

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 29 JUIN 1921.

Projet de loi

portant approbation du Protocole concernant le statut de la Cour permanente de Justice Internationale, adopté le 13 décembre 1920 par l'Assemblée de la Société des Nations.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La création d'une Cour de Justice Internationale a été l'un des premiers objets qui a sollicité l'attention de la Société des Nations. L'article 14 du Pacte, qui s'y rapporte, est conçu comme suit :

« Le Conseil est chargé de préparer un projet de Cour Permanente de Justice internationale et de le soumettre aux membres de la Société. Cette Cour connaîtra de tous différends d'un caractère international que les parties lui soumettront. Elle donnera aussi des avis consultatifs sur tout différend ou tout point dont la saisira le Conseil ou l'Assemblée. »

Conformément à cet article, le Conseil de la Société des Nations, dans sa session de Paris du mois de février 1920, a confié à une commission de dix juriconsultes le soin de lui présenter un avant-projet sur la matière. Cette commission, comprenant des spécialistes réputés de divers pays versés dans la science du droit international, et qui était présidée par le représentant de la Belgique, M. le baron Descamps, se réunit à La Haye du 16 juin au 24 juillet 1920, et se mit unanimement d'accord sur un projet de statut de 62 articles qui fut présenté au Conseil. Celui-ci, après l'avoir quelque peu remanié et amendé, le soumit à l'Assemblée de la Société des Nations qui l'adopta sans y apporter de modifications essentielles, dans sa première session tenue à Genève au mois de décembre 1920.

Le statut détermine l'organisation, la compétence et la procédure de la Cour Permanente de Justice Internationale.

En réglant la composition de la Cour, il concilia fort heureusement le principe de l'égalité des Etats, invoqué par les petits pays en faveur d'une représentation égale de tous les Etats dans la formation de la Cour, et le vœu des grandes Puissances revendiquant chacune un siège permanent à la

Cour. L'impossibilité d'aboutir à un accord sur ce point avait déterminé l'échec des efforts faits à la seconde Conférence de la Paix, à La Haye, en 1907 pour constituer une Cour de droit international ayant le caractère d'une véritable Cour de Justice par opposition aux tribunaux d'arbitrage. Les articles 34 à 38 du statut sont le résultat d'une transaction entre les deux thèses opposées. La désignation des membres de la Cour appartient à la fois au Conseil — où les grandes Puissances disposent de plus de la moitié des voix — et à l'Assemblée de la Société des Nations où les petits Etats sont les plus nombreux. Tout candidat, pour être élu, doit recueillir la majorité des suffrages dans les deux collèges électoraux; de la sorte, il n'y a pas lieu de craindre que l'un ou l'autre groupe de Puissances, puisse faire la loi à l'autre.

Les membres de la Cour sont choisis sur des listes de candidats dressées de telle manière qu'elles sont soustraites à des influences d'ordre politique. En effet, les candidats sont proposés, non par les Gouvernements eux-mêmes, mais par le corps des arbitres nommés par chacun d'eux dans la Cour Permanente d'Arbitrage de La Haye et réunis en groupes nationaux. « Chaque Etat, écrit M. de Lapradelle dans son rapport sur l'avant-projet présenté par le Comité de Juristes, qui, appelé à prendre part à l'élection de la Cour Permanente de Justice Internationale, aura déjà désigné des arbitres à la Cour d'arbitrage de La Haye, les réunira, chacun appelant les arbitres, nommés par lui, à former au lieu d'un grand collège électoral, un collège particulier ou groupe national, en vue de la présentation des personnes entre lesquelles Assemblée et Conseil exercent leur choix. » Chaque groupe national ne peut présenter plus de quatre candidats, dont deux au plus de sa nationalité, et c'est sur les listes ainsi dressées que le Conseil et l'Assemblée de la Société des Nations font choix de 11 juges titulaires et de 4 juges suppléants.

Les juges sont nommés pour un terme de neuf ans, à l'expiration duquel ils sont rééligibles. Comme il est vraisemblable que nombre d'entre eux seront réélus, cette disposition est de nature à établir pratiquement une certaine continuité de jurisprudence. En aucun cas, la Cour ne peut compter sur le siège plus d'un juge de la même nationalité : cette règle procède de la considération qu'il convient d'assurer la représentation des grandes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques du monde.

De l'ensemble de ces dispositions, on peut conclure que le recrutement des membres de la Cour offre de sérieuses garanties d'indépendance.

La question s'est posée de savoir s'il fallait admettre au siège ou en éliminer, des membres de la Cour relevant, par leur nationalité, des Etats se présentant comme plaideurs à la Cour. L'Assemblée s'est ralliée au premier système qui se rapproche de la procédure d'arbitrage, et elle a admis que chacune des parties litigantes serait représentée au siège par un juge de sa nationalité.

Les articles 26 et 27 prévoient l'organisation de deux Chambres spéciales composées de 5 juges seulement et appelées à statuer dans les affaires visées aux parties XII et XIII du Traité de Versailles et aux parties correspondantes des autres Traités de Paix. L'une de ces chambres connaîtra des litiges rela-

tifs au Travail, l'autre des causes concernant le transit et les communications. Il faut l'accord des deux parties pour que ces chambres statuent au lieu et place de la Cour siégeant avec le nombre de juges habituel. Dans les litiges ayant trait au travail, la Chambre spéciale sera toujours assistée de quatre assesseurs techniques, ayant voix consultative : dans les affaires relatives au transit et aux communications, les assesseurs techniques ne siégeront qu'à la demande des deux parties ou si la Cour le décide.

La compétence d'attribution de la Cour Permanente de Justice Internationale fait l'objet des articles 34 à 36 des statuts. La Cour ne connaît que des différends qui surgissent entre Etats à l'exclusion de tous litiges dans lesquels se trouvent engagés des particuliers. Elle est saisie des différends d'ordre international que les parties sont d'accord pour lui soumettre, ainsi que les litiges dont la connaissance lui est expressément dévolue en vertu des traités et des conventions en vigueur. On peut citer, dans cet ordre d'idées, les divers traités de paix et les traités complémentaires — notamment ceux garantissant les droits des minorités ethniques ou religieuses — qui prévoient, dans une suite de cas déterminés, la compétence exclusive de la Cour Permanente de Justice Internationale.

A l'exception de ces cas limitativement spécifiés, les Etats sont libres de déférer leurs litiges au tribunal arbitral de leur choix. Il en résulte que la nouvelle juridiction internationale créée par l'Assemblée de Genève ne fait nullement obstacle au maintien de la Cour Permanente d'arbitrage de La Haye instituée en 1899.

Il y a lieu de remarquer que la Cour Permanente de Justice internationale ne peut être saisie sur l'initiative d'une seule partie, ce qui revient à dire qu'un Etat ne peut en assigner un autre devant la Cour sans son assentiment résultant d'un compromis spécial.

De vives controverses ont partagé sur ce point l'Assemblée de Genève dont une partie des membres aurait voulu étendre la compétence obligatoire de la Cour, comme l'avait proposé dans son avant-projet le comité consultatif de juristes réuni à La Haye, aux catégories de différends qualifiées d'ordre juridique et énumérées à l'article 13 du Pacte de la Société des Nations (différends relatifs à l'interprétation d'un traité — à tout point de droit international — à la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la rupture d'un engagement international, ou à l'étendue ou à la nature de la réparation due pour une telle rupture.) D'autres membres de l'Assemblée, au contraire, estimaient que l'attribution de juridiction à la Cour Permanente devait demeurer facultative, et ne pouvait résulter que de conventions spéciales entre Etats. Ils ajoutaient, et cet argument fut spécialement retenu par M. Léon Bourgeois dans son rapport au Conseil de la Société des Nations — que l'arbitrage obligatoire de la Cour était inconciliable avec les articles 12, 13 et 15 du Pacte qui laissent aux parties le choix de l'organisme chargé d'arbitrer leurs différends. La résistance des Grandes Puissances au principe de l'obligation amena finalement l'Assemblée de Genève à introduire dans les statuts de la Cour une disposition facultative (art. 36) aux termes de laquelle les Etats qui adhèrent à cette clause reconnaissent comme obliga-

toire de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre membre ou État acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour sur toutes ou quelques unes des catégories de différends d'ordre juridique visés à l'article 15 du Pacte, avec lequel l'article 36 du statut est en corrélation parfaite.

Les États ont, en tous temps, la faculté de se rallier à cette clause, par une déclaration faite purement et simplement ou sous condition, et qui a pour effet de les soumettre à la juridiction obligatoire de la Cour pour toutes ou quelques-unes seulement des catégories de litiges déterminées à l'article 36.

L'article 38 trace les préceptes juridiques qui doivent être suivis par la Cour pour trancher les différends qui lui sont soumis. Elle doit appliquer les règles de droit résultant : des conventions internationales établissant des règles expressément reconnues par les États en litige; de la coutume internationale; des principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées. En d'autres termes, la Cour dit le droit et ne peut baser ses décisions uniquement sur des motifs d'équité ou d'opportunité politique, comme il est loisible de le faire aux tribunaux d'arbitrage.

Quant à la procédure instituée devant la Cour, elle est réglée par les articles 59 à 64 qui n'appellent aucune remarque spéciale.

L'Assemblée de Genève, en approuvant unanimement le projet de statut de la Cour Permanente de Justice Internationale, a décidé que ce « statut vu les termes particuliers de l'article 14 du Pacte de la Société des Nations serait soumis dans le plus bref délai aux Membres de la Société des Nations pour adoption sous forme de Protocole dûment ratifié constatant qu'ils reconnaissent ce statut. »

La ratification particulière de chaque État a donc été reconnue nécessaire, et dès lors, c'est la procédure suivie en matière de conventions internationales qui doit être observée. Cette convention internationale se présente en l'espèce, sous forme non d'un traité, mais d'un Protocole de signature où les membres de la Société des Nations déclarent reconnaître le statut de la Cour Permanente de Justice Internationale.

Ce protocole a été signé à Genève, le 9 mai 1921, par le Plénipotentiaire de la Belgique. Il reste ouvert à la signature non seulement des États membres de la Société des Nations, mais aussi de ceux qui sont mentionnés à l'annexe et parmi lesquels figurent notamment les États-Unis.

Un second protocole est réservé à la signature des États qui acceptent la disposition facultative de l'article 36, alinéa 2, concernant la juridiction obligatoire de la Cour.

Aux termes du § 3 de la résolution de l'Assemblée de Genève du 13 décembre 1920, le statut de la Cour entrera en vigueur dès que le Protocole aura été ratifié par la majorité des Membres de la Société. D'autre part, l'Assemblée au cours de sa deuxième session qui s'ouvrira à Genève le 5 septembre prochain, procédera à l'élection des membres de la Cour permanente de Justice internationale. Trois mois avant cette date, le Secrétaire général de la Société des Nations est appelé à prendre les mesures préparatoires en vue de la présentation des candidats aptes à remplir les fonctions de membre de la Cour. Comme l'élection des membres de la Cour, qui aura lieu en

septembre, est subordonnée à la ratification du statut par la majorité des États membres de la Société des Nations, le projet de loi soumis par le Gouvernement aux Chambres et qui a pour objet l'approbation du Protocole relatif au statut de la Cour Permanente de Justice Internationale présente un caractère de réelle urgence.

Le Gouvernement ne doute pas que le Parlement ne marque son adhésion au projet de loi qui lui est soumis. Sans doute, on peut estimer que le statut de la Cour Permanente de Justice Internationale adopté par l'Assemblée de Genève est susceptible sur plus d'un point de retouches et de remaniements ; mais tel qu'il se présente, il a le grand mérite d'avoir rallié l'unanimité des suffrages des Membres de la Société des Nations, et il marque une étape importante dans l'évolution juridique internationale.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HENRI JASPAR.



ANNEXE A.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

**du Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale
visé par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations.**

Les Membres de la Société des Nations, représentés par les soussignés dûment autorisés, déclarent reconnaître le Statut ci-joint de la Cour Permanente de Justice Internationale de la Société des Nations, approuvé par le vote unanime de l'Assemblée de la Société en date, à Genève, du 13 décembre 1920.

En conséquence, ils déclarent accepter la juridiction de la Cour dans les termes et conditions prévus dans le Statut ci-dessus visé.

Le présent Protocole, dressé conformément à la décision de l'Assemblée de la Société des Nations du 13 décembre 1920, sera ratifié. Chaque Puissance adressera sa ratification au Secrétariat Général de la Société des Nations, par les soins duquel il en sera donné avis à toutes les autres Puissances signataires. Les ratifications resteront déposées dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations.

Le présent Protocole restera ouvert à la signature des États visés à l'Annexe du Pacte de la Société.

Le Statut de la Cour entrera en vigueur ainsi qu'il est prévu par ladite décision.

Fait à Genève, en un seul exemplaire, dont les textes français et anglais feront foi.

Le 16 décembre 1920.

Pour le Portugal :

Alfonso COSTA.

Pour la Grèce :

POLITIS.

Pour l'Uruguay :

J. C. BLANCO.

B. FERNANDEZ Y MEDINA.

Pour le Siam:

CHAROON.

Pour la Suède :

M. BRANTING.

Pour le Danemark :

HERLUF ZAHLE.

Pour les Pays-Bas :

R. LOUDON.

Pour l'Afrique du Sud :

Signed subject to the approval of the Government of the Union of South Africa.

R. BLANKENBERG.

Pour la Chine :

V. WELLINGTON KOO.

J. TANG.

Pour la Pologne :

I. J. PADERBWSKI.

Pour le Brésil :

RODRIGO OCTAVIO.

GASTAO DA CUNHA.

Raul FERNANDEZ.

Pour Costa-Rica :

Manuel M. DE PERALTA.

Pour l'Italie :

Carlo SCHANZER.

Pour le Japon :

HAYASHI.

Pour le Paraguay :

H. VELAZQUEZ.

Pour la Nouvelle-Zélande :

J. ALLEN.

Pour la Norvège :

F. HAGERUP.

Pour la Suisse :

MOTTA.

Pour le Salvador :

Gustavo GUERRERO.

Arturo R. AVILA.

Pour l'Inde :

S. MEYER.

Pour l'Empire Britannique :

A. JAMES BALFOUR.

Pour la France :

Léon BOURGEOIS.

Pour le Panama :

Harmodio ARIAS.

Pour Cuba :

Aristides DE AGUIERO.

Rafael MARTINEZ ORTIZ.

ESEQUIEL CARCIA.

Pour le Vénézuéla :

Manuel DIAZ RODRIGUEZ.

Santiago KEY-AYALA.

Diogenes ESCALANTE.

Pour la Colombie :

Francisco José URRUTIA.

A. J. RESTREPO.

Pour la Belgique :

F. PELTZER.

ANNEXE B.

STATUT

de la Cour permanente de Justice internationale visé par
l'article 14 du Pacte de la Société des Nations.

ARTICLE PREMIER.

Indépendamment de la Cour d'Arbitrage, organisée par les Conventions de La Haye de 1899 et 1907, et des Tribunaux spéciaux d'Arbitres, auxquels les États demeurent toujours libres de confier la solution de leurs différends, il est institué, conformément à l'article 14 du Pacte de la Société des Nations, une Cour permanente de Justice Internationale.

CHAPITRE PREMIER.

Organisation de la Cour.

ART. 2.

La Cour Permanente de Justice Internationale est un corps de magistrats indépendants, élus, sans égard à leur nationalité, parmi les personnes jouissant de la plus haute considération morale, et qui réunissent les conditions requises pour l'exercice, dans leurs pays respectifs, des plus hautes fonctions judiciaires, ou qui sont des jurisconsultes possédant une compétence notoire en matière de droit international.

ART. 3.

La Cour se compose de quinze membres : onze titulaires et quatre juges suppléants. Le nombre des juges titulaires et des juges suppléants peut être éventuellement augmenté par l'Assemblée, sur la proposition du Conseil de la Société des Nations, à concurrence de quinze juges titulaires et de six juges suppléants.

ART. 4.

Les membres de la Cour sont élus par l'Assemblée et par le Conseil sur une liste de personnes présentées par les groupes nationaux de la Cour d'Arbitrage, conformément aux dispositions suivantes.

En ce qui concerne les Membres de la Société qui ne sont pas représentés à la Cour permanente d'Arbitrage, les listes de candidats seront présentées par des groupes nationaux désignés à cet effet par leurs Gouvernements dans les mêmes conditions que celles stipulées pour les membres de la Cour

d'Arbitrage par l'article 44 de la Convention de La Haye de 1907 sur le règlement pacifique des conflits internationaux.

ART. 5.

Trois mois au moins avant la date de l'élection, le Secrétaire Général de la Société des Nations invite par écrit les membres de la Cour d'Arbitrage appartenant aux États mentionnés à l'Annexe au Pacte ou entrés ultérieurement dans la Société des Nations, ainsi que les personnes désignées conformément à l'alinéa 2 de l'article 4, à procéder dans un délai déterminé par groupes nationaux à la présentation de personnes en situation de remplir les fonctions de Membre de la Cour.

Chaque groupe ne peut, en aucun cas, présenter plus de quatre personnes, dont deux au plus de sa nationalité. En aucun cas, il ne peut être présenté un nombre de candidats plus élevé que le double des places à remplir.

ART. 6.

Avant de procéder à cette désignation, il est recommandé à chaque groupe national de consulter la plus haute Cour de Justice, les Facultés et Écoles de Droit, les Académies nationales et les sections nationales d'Académies internationales, vouées à l'étude du droit.

ART. 7.

Le Secrétaire Général de la Société des Nations dresse, par ordre alphabétique, une liste de toutes les personnes ainsi désignées : seules ces personnes sont éligibles, sauf le cas prévu à l'article 12, § 2.

Le Secrétaire Général communique cette liste à l'Assemblée et au Conseil.

ART. 8.

L'Assemblée et le Conseil procèdent, indépendamment l'une de l'autre, à l'élection, d'abord des juges titulaires, ensuite des juges suppléants.

ART. 9.

Dans toute élection, les électeurs auront en vue que les personnes appelées à faire partie de la Cour, non seulement réunissent individuellement les conditions requises, mais assurent dans l'ensemble la représentation des grandes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques du monde.

ART. 10.

Sont élus ceux qui ont réuni la majorité absolue des voix dans l'Assemblée et dans le Conseil.

Au cas où le double scrutin de l'Assemblée et du Conseil se porterait sur plus d'un ressortissant du même Membre de la Société des Nations, le plus âgé est seul élu.

ART. 11.

Si, après la première séance d'élection, il reste encore des sièges à pourvoir, il est procédé; de la même manière, à une seconde et, s'il est nécessaire, à une troisième.

ART. 12.

Si, après la troisième séance d'élection, il reste encore des sièges à pourvoir, il peut être à tout moment formé sur la demande, soit de l'Assemblée, soit du Conseil, une Commission médiatrice de six membres, nommés trois par l'Assemblée, trois par le Conseil, en vue de choisir pour chaque siège non pourvu un nom à présenter à l'adoption séparée de l'Assemblée et du Conseil.

Peuvent être portées sur cette liste, à l'unanimité, toutes personnes satisfaisant aux conditions requises, alors même qu'elles n'auraient pas figuré sur la liste de présentation visée aux articles 4 et 5.

Si la Commission médiatrice constate qu'elle ne peut réussir à assurer l'élection, les membres de la Cour déjà nommés pourvoient aux sièges vacants, dans un délai à fixer par le Conseil, en choisissant parmi les personnes qui ont obtenu des suffrages soit dans l'Assemblée, soit dans le Conseil.

Si parmi les juges il y a partage égal des voix, la voix du juge le plus âgé l'emporte.

ART. 13.

Les membres de la Cour sont élus pour neuf ans.

Ils sont rééligibles.

Ils restent en fonction jusqu'à leur remplacement. Après ce remplacement, ils continuent de connaître des affaires dont ils sont déjà saisis.

ART. 14.

Il est pourvu aux sièges devenus vacants selon la méthode suivie pour la première élection. Le membre de la Cour élu en remplacement d'un membre dont le mandat n'est pas expiré achève le terme du mandat de son prédécesseur.

ART. 15.

Les juges suppléants sont appelés dans l'ordre du tableau.

Le tableau est dressé par la Cour, en tenant compte d'abord de la priorité d'élection et ensuite de l'ancienneté d'âge.

ART. 16.

Les membres de la Cour ne peuvent exercer aucune fonction politique ou administrative. Cette disposition ne s'applique pas aux juges suppléants en dehors de l'exercice de leurs fonctions près de la Cour.

En cas de doute, la Cour décide.

ART. 17.

Les membres de la Cour ne peuvent exercer les fonctions d'agent, de conseil ou d'avocat dans aucune affaire d'ordre international. Cette disposition ne s'applique aux juges suppléants que relativement aux affaires pour lesquelles il sont appelés à exercer leurs fonctions près de la Cour.

Ils ne peuvent participer au règlement d'aucune affaire dans laquelle ils sont antérieurement intervenus comme agents, conseils ou avocats de l'une des parties, membres d'un tribunal national ou international, d'une commission d'enquête, ou à tout autre titre.

En cas de doute, la Cour décide.

ART. 18.

Les membres de la Cour ne peuvent être relevés de leurs fonctions que si, au jugement unanime des autres membres, ils ont cessé de répondre aux conditions requises.

Le Secrétaire Général de la Société des Nations en est officiellement informé par le Greffier.

Cette communication emporte vacance de siège.

ART. 19.

Les membres de la Cour jouissent dans l'exercice de leurs fonctions des privilèges et immunités diplomatiques.

ART. 20.

Tout membre de la Cour doit, avant d'entrer en fonction, en séance publique, prendre engagement solennel d'exercer ses attributions en pleine impartialité et en toute conscience.

ART. 21.

La Cour élit, pour trois ans, son Président et son Vice-Président; ils sont rééligibles.

Elle nomme son Greffier.

La fonction de Greffier de la Cour n'est pas incompatible avec celle de Secrétaire Général de la Cour Permanente d'Arbitrage.

ART. 22.

Le siège de la Cour est fixé à La Haye.

Le Président et le Greffier résident au siège de la Cour.

ART. 23.

La Cour tient une session chaque année.

Sauf disposition contraire du règlement de la Cour, cette session commence le 15 juin, et continue tant que le rôle n'est pas épuisé.

Le Président convoque la Cour en session extraordinaire quand les circonstances l'exigent.

ART. 24.

Si, pour une raison spéciale, l'un des membres de la Cour estime devoir ne pas participer au jugement d'une affaire déterminée, il en fait part au Président.

Si le Président estime qu'un des membres de la Cour ne doit pas, pour une raison spéciale, siéger dans une affaire déterminée, il en avertit celui-ci.

Si, en pareils cas, le membre de la Cour et le Président sont en désaccord, la Cour décide.

ART. 25.

Sauf exception expressément prévue, la Cour exerce ses attributions en séance plénière.

Si la présence de onze juges titulaires n'est pas assurée, ce nombre est parfait par l'entrée en fonction de juges suppléants.

Toutefois, si onze juges ne sont pas disponibles, le quorum de neuf est suffisant pour constituer la Cour.

ART. 26.

Pour les affaires concernant le travail et spécialement pour les affaires visées dans la partie XIII (Travail) du Traité de Versailles et les parties correspondantes des autres traités de paix, la Cour statuera dans les conditions ci-après :

La Cour constituera pour chaque période de trois années une chambre spéciale composée de cinq juges désignés en tenant compte, autant que possible, des prescriptions de l'article 9. Deux juges seront, en outre, désignés pour remplacer celui des juges qui se trouverait dans l'impossibilité de siéger. Sur la demande des parties, cette chambre statuera. A défaut de cette demande, la Cour siégera avec le nombre de juges prévu à l'article 25. Dans tous les cas, les juges sont assistés de quatre assesseurs techniques siégeant à leurs côtés avec voix consultative et assurant une juste représentation des intérêts en cause.

Si l'une seulement des parties a un de ses ressortissants siégeant comme juge dans la chambre prévue à l'alinéa précédent, le Président priera un autre juge de céder sa place à un juge choisi par l'autre partie, en conformité de l'article 31.

Les assesseurs techniques sont choisis dans chaque cas spécial d'après les règles de procédure visées à l'article 30, sur une liste « d'Assesseurs pour litiges de travail », composée de noms présentés à raison de deux par chaque Membre de la Société des Nations et d'un nombre égal présenté par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail. Le Conseil désignera par moitié des représentants des travailleurs et par moitié des représentants des patrons pris sur la liste prévue à l'article 412 du Traité de Versailles et les articles correspondants des autres traités de paix.

Dans les affaires concernant le Travail, le Bureau International aura la

faculté de fournir à la Cour tous les renseignements nécessaires et, à cet effet, le Directeur de ce Bureau recevra communication de toutes les pièces de procédure présentées par écrit.

ART. 27.

Pour les affaires concernant le transit et les communications, et spécialement pour les affaires visées dans la partie XII (ports, voies d'eau, voies ferrées) du Traité de Versailles et les parties correspondantes des autres traités de paix, la Cour statuera dans les conditions ci-après :

Le Cour constituera pour chaque période de trois années une chambre spéciale composée de cinq juges désignés en tenant compte autant que possible des prescriptions de l'article 9. Deux juges seront, en outre, désignés pour remplacer celui des juges que se trouverait dans l'impossibilité de siéger. Sur la demande des parties, cette chambre statuera. A défaut de cette demande, la Cour siégera avec le nombre de juges prévu à l'article 25. Si les parties le désirent, ou si la Cour le décide, les juges seront assistés de quatre assesseurs techniques siégeant à leurs côtés avec voix consultative.

Si l'une seulement des parties a un de ses ressortissants siégeant comme juge dans la chambre prévue à l'alinéa précédent, le Président priera un autre juge de céder sa place à un juge choisi par l'autre partie, en conformité de l'article 31.

Les assesseurs techniques seront choisis dans chaque cas spécial d'après les règles de procédure visées à l'article 30, sur une liste « d'Assesseurs pour litiges de transit et de communications », composée de noms présentés à raison de deux par chaque Membre de la Société des Nations.

ART. 28.

Les chambres spéciales prévues aux articles 26 et 27 peuvent, avec le consentement des parties en cause, siéger ailleurs qu'à La Haye.

ART. 29.

En vue de la prompt expédition des affaires, la Cour compose annuellement une chambre de trois juges, appelée à statuer en procédure sommaire, lorsque les parties le demandent.

ART. 30.

Le Cour détermine par un règlement le mode suivant lequel elle exerce ses attributions. Elle règle notamment la procédure sommaire.

ART. 31.

Les juges de la nationalité de chacune des parties en cause conservent le droit de siéger dans l'affaire dont la Cour est saisie.

Si la Cour compte sur le siège un juge de la nationalité d'une seule des parties, l'autre partie peut désigner pour siéger un juge suppléant s'il s'en trouve un de sa nationalité. S'il n'en existe pas, elle peut choisir un juge,

pris de préférence parmi les personnes qui ont été l'objet d'une présentation en conformité des articles 4 et 5.

Si la Cour ne compte sur le siège aucun juge de la nationalité des parties, chacune de ces parties peut procéder à la désignation ou au choix d'un juge de la même manière qu'au paragraphe précédent.

Lorsque plusieurs parties font cause commune, elles ne comptent pour l'application des dispositions qui précèdent que pour une seule. En cas de doute, la Cour décide.

Les juges désignés ou choisis, comme il est dit aux paragraphes 2 et 3 du présent article, doivent satisfaire aux prescriptions des articles, 2, 16, 17, 20, 24 du présent acte. Ils statuent sur un pied d'égalité avec leurs collègues.

ART. 32.

Les juges titulaires reçoivent une indemnité annuelle à fixer par l'Assemblée de la Société des Nations sur la proposition du Conseil. Cette indemnité ne peut être diminuée pendant la durée des fonctions du juge.

Le Président reçoit une indemnité spéciale déterminée de la même manière pour la durée de ses fonctions.

Le Vice-président, les juges et les juges suppléants reçoivent dans l'exercice de leurs fonctions une indemnité à fixer de la même manière.

Les juges titulaires et suppléants qui ne résident pas au siège de la Cour reçoivent le remboursement des frais de voyages nécessités par l'accomplissement de leurs fonctions.

Les indemnités dues aux juges désignés ou choisis conformément à l'article 31 sont réglées de la même manière.

Le traitement du Greffier est fixé par le Conseil sur la proposition de la Cour.

L'Assemblée de la Société des Nations, sur la proposition du Conseil, adoptera un règlement spécial fixant les conditions sous lesquelles des pensions seront allouées au personnel de la Cour.

ART. 33.

Les frais de la Cour sont supportés par la Société des Nations de la manière que l'Assemblée décide sur la proposition du Conseil.

CHAPITRE II.

Compétence de la Cour.

ART. 34.

Seuls les Etats ou les Membres de la Société des Nations ont qualité pour se présenter devant la Cour.

ART. 35.

La Cour est ouverte aux Membres de la Société des Nations, ainsi qu'aux Etats mentionnés à l'Annexe au Pacte.

Les conditions auxquelles elle est ouverte aux autres Etats sont, sous réserve des dispositions particulières des traités en vigueur, réglées par le Conseil, et dans tous les cas, sans qu'il puisse en résulter pour les parties aucune inégalité devant la Cour.

Lorsqu'un Etat, qui n'est pas Membre de la Société des Nations, est partie en cause, la Cour fixera la contribution aux frais de la Cour, que cette partie devra supporter.

ART. 56.

La compétence de la Cour s'étend à toutes affaires que les parties lui soumettront, ainsi qu'à tous les cas spécialement prévus dans les traités et conventions en vigueur.

Les Membres de la Société et Etats mentionnés à l'Annexe au Pacte pourront, soit lors de la signature ou de la ratification du Protocole, auquel le présent Acte est joint, soit ultérieurement, déclarer reconnaître dès à présent comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre ou Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour sur toutes ou quelques-unes des catégories de différends d'ordre juridique ayant pour objet :

- a) L'interprétation d'un Traité ;
- b) Tout point de droit international ;
- c) La réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international.
- d) La nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international.

La déclaration ci-dessus visée pourra être faite purement et simplement ou sous condition de réciprocité de la part de plusieurs ou de certains Membres ou Etats, ou pour un délai déterminé.

En cas de contestation sur le point de savoir si la Cour est compétente, la Cour décide.

ART. 57.

Lorsqu'un traité ou convention en vigueur vise le renvoi à une juridiction à établir par la Société des Nations, la Cour constituera cette juridiction.

ART. 58.

La Cour applique :

1. Les conventions internationales, soit générales, soit spéciales, établissant des règles expressément reconnues par les Etats en litige ;
2. La coutume internationale comme preuve d'une pratique générale acceptée comme étant le droit ;
3. Les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées ;
4. Sous réserve de la disposition de l'article 59, les décisions judiciaires et la doctrine des publicistes les plus qualifiés, comme moyen auxiliaire de détermination des règles de droit.

La présente disposition ne porte pas atteinte à la faculté pour la Cour, si les parties sont d'accord, de statuer *ex æquo et bono*.

CHAPITRE III.**Procédure.****ART. 39.**

Les langues officielles de la Cour sont le français et l'anglais. Si les parties sont d'accord pour que toute la procédure ait lieu en français, le jugement sera prononcé en cette langue. Si les parties sont d'accord pour que toute la procédure ait lieu en anglais, le jugement sera prononcé en cette langue.

A défaut d'un accord fixant la langue dont il sera fait usage, les parties pourront employer pour les plaidoiries celle des deux langues qu'elles préféreront, et l'arrêt de la Cour sera rendu en français et en anglais. En ce cas, la Cour désignera en même temps celui des deux textes qui fera foi.

La Cour pourra, à la requête des parties, autoriser l'emploi d'une langue autre que le français ou l'anglais.

ART. 40.

Les affaires sont portées devant la Cour, selon le cas, soit par notification du compromis, soit par une requête, adressées au Greffe ; dans les deux cas, l'objet du différend et les parties en cause doivent être indiqués.

Le Greffe donne immédiatement communication de la requête à tous intéressés.

Il en informe également les Membres de la Société des Nations par l'entremise du Secrétaire Général.

ART. 41.

La Cour a le pouvoir d'indiquer, si elle estime que les circonstances l'exigent, quelles mesures conservatoires du droit de chacun doivent être prises à titre provisoire.

En attendant l'arrêt définitif, l'indication de ces mesures est immédiatement notifiée aux parties et au Conseil.

ART. 42.

Les parties sont représentées par des agents.

Elles peuvent se faire assister devant la Cour par des conseils ou des avocats.

ART. 43.

La procédure a deux phases : l'une écrite, l'autre orale.

La procédure écrite comprend la communication à juge et à partie des mémoires, des contremémoires, et, éventuellement, des répliques, ainsi que de toute pièce et document à l'appui.

La communication se fait par l'entremise du Greffe dans l'ordre et les délais déterminés par la Cour.

Toute pièce produite par l'une des parties doit être communiquée à l'autre en copie certifiée conforme.

La procédure orale consiste dans l'audition par la Cour des témoins, experts, agents, conseils et avocats.

ART. 44.

Pour toute notification à faire à d'autres personnes que les agents, conseils et avocats, la Cour s'adresse directement au Gouvernement de l'État sur le territoire duquel la notification doit produire effet.

Il en est de même s'il s'agit de faire procéder sur place à l'établissement de tous moyens de preuve.

ART. 45.

Les débats sont dirigés par le Président et à défaut de celui-ci par le Vice-Président; en cas d'empêchement, par le plus ancien des juges présents.

ART. 46.

L'audience est publique, à moins qu'il n'en soit autrement décidé par la Cour ou que les deux parties ne demandent que le public ne soit pas admis.

ART. 47.

Il est tenu de chaque audience un procès-verbal signé par le Greffier et le Président.

Ce procès-verbal a seul caractère authentique.

ART. 48.

La Cour rend des ordonnances pour la direction du procès, la détermination des formes et délais, dans lesquels chaque partie doit finalement conclure; elle prend toutes les mesures que comporte l'administration des preuves.

ART. 49.

La Cour peut, même avant tout débat, demander aux agents de produire tout document et de fournir toutes explications. En cas de refus, elle en prend acte.

ART. 50.

A tout moment, la Cour peut confier une enquête ou une expertise à toute personne, corps, bureau, commission ou organe de son choix.

ART. 51.

Au cours des débats, toutes questions utiles sont posées aux témoins et experts dans les conditions que fixera la Cour dans le règlement visé à l'article 30.

ART. 52.

Après avoir reçu les preuves et témoignages dans les délais déterminés par elle, la Cour peut écarter toutes dépositions ou documents nouveaux qu'une des parties voudrait lui présenter sans l'assentiment de l'autre.

ART. 53.

Lorsqu'une des parties ne se présente pas, ou s'abstient de faire valoir ses moyens, l'autre partie peut demander à la Cour de lui adjuger ses conclusions.

La Cour, avant d'y faire droit, doit s'assurer non seulement qu'elle a compétence aux termes des articles 36 et 37, mais que les conclusions sont fondées en fait et en droit.

ART. 54.

Quand les agents, avocats et conseils ont fait valoir, sous le contrôle de la Cour, tous les moyens qu'ils jugent utiles, le Président prononce la clôture des débats.

La Cour se retire en chambre du Conseil pour délibérer.

Les délibérations de la Cour sont et restent secrètes.

ART. 55.

Les décisions de la Cour sont prises à la majorité des juges présents.

En cas de partage de voix, la voix du Président ou de celui qui le remplace est prépondérante.

ART. 56.

L'arrêt est motivé.

Il mentionne les noms des juges qui y ont pris part.

ART. 57.

Si l'arrêt n'exprime pas en tout ou en partie l'opinion unanime des juges, les dissidents ont le droit d'y joindre l'exposé de leur opinion individuelle.

ART. 58.

L'arrêt est signé par le Président et par le Greffier. Il est lu en séance publique, les agents dûment prévenus.

ART. 59.

La décision de la Cour n'est obligatoire que pour les parties en litige et dans le cas qui a été décidé.

ART. 60.

L'arrêt est définitif et sans recours. En cas de contestation sur le sens et la portée de l'arrêt, il appartient à la Cour de l'interpréter, à la demande de toute partie.

ART. 61.

La revision de l'arrêt ne peut être éventuellement demandée à la Cour qu'à raison de la découverte d'un fait de nature à exercer une influence décisive et qui, avant le prononcé de l'arrêt, était inconnu de la Cour et de la partie qui demande la revision, sans qu'il y ait, de sa part, faute à l'ignorer.

La procédure de revision s'ouvre par un arrêt de la Cour constatant expressément l'existence du fait nouveau, lui reconnaissant les caractères qui donnent ouverture à la revision, et déclarant de ce chef la demande recevable.

La Cour peut subordonner l'ouverture de la procédure en revision à l'exécution préalable de l'arrêt.

La demande en revision devra être formée au plus tard dans le délai de six mois après la découverte du fait nouveau.

Aucune demande de revision ne pourra être formée après l'expiration d'un délai de dix ans à dater de l'arrêt.

ART. 62.

Lorsqu'un Etat estime que dans un différend un intérêt d'ordre juridique est pour lui en cause, il peut adresser à la Cour une requête, à fin d'intervention.

La Cour décide.

ART. 63.

Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Etats que les parties en litige, le Greffe les avertit sans délai.

Chacun d'eux a le droit d'intervenir au procès, et s'il exerce cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est également obligatoire à son égard.

ART. 64.

S'il n'en est autrement décidé par la Cour, chaque partie supporte ses frais de procédure.



PROJET DE LOI

portant approbation du Protocole concernant le Statut de la Cour permanente de Justice Internationale, adopté le 13 décembre 1920, par l'Assemblée de la Société des Nations.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le Protocole signé à Genève le 9 mai 1921 par le Plénipotentiaire de la Belgique concernant le Statut de la Cour permanente de Justice internationale adopté par l'Assemblée de la Société des Nations le 13 décembre 1920 sortira ses pleins et entiers effets.

Donné à Bruxelles, le 27 juin 1921.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Henri JASPAR.

WETSONTWERP

tot goedkeuring van het Protocol betreffende het Statuut van het Bestendige Hof van Internationale Justitie aangenomen den 13^{en} December 1920 door de Vergadering van den Volkenbond.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken wordt belast in Onzen Naam aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp voor te leggen waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Het Protocol geteekend te Genève den 9^{en} Mei 1921, door den Gevolmachtigde van België, betreffende het Statuut van het Bestendige Hof van Internationale Justitie, aangenomen door de Vergadering van den Volkenbond den 13^{en} December 1920 zal zijn geheel en volkomen uitwerksel hebben.

Gegeven te Brussel den 27^{en} Juni 1921.

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 29 JUNI 1921.

Wetsvoorstel

tot goedkeuring van het protocol betreffende het Statuut van het Bestendige Hof van Internationale Justitie aangenomen den 13^e December 1920 door de Vergadering van den Volkenbond.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De instelling van een Hof van Internationale Justitie is een der eerste onderwerpen geweest dat de aandacht gevraagd heeft van den Volkenbond. Artikel 14 van het Volkenbondsverdrag, dat er betrekking op heeft, luidt als volgt :

« De Raad is belast met de voorbereiding van een ontwerp voor een » Bestendig Hof van Internationale Justitie, welk ontwerp zal worden » voorgelegd aan de Leden van den Bond. Dit Hof zal bevoegd zijn alle » geschillen van internationalen aard, welke de Partijen aan zijn oordeel » zullen onderwerpen, te behandelen. Het zal insgelijks ter raadgeving » advies uitbrengen aangaande elk geschil of elk punt, dat de Raad of de » Vergadering bij het Hof aanhangig zal maken. »

Overeenkomstig dit artikel heeft de Raad van den Volkenbond, in zijne zitting te Parijs gehouden in de maand Februari 1920, aan eene commissie van tien rechtsgeleerden de zorg opgedragen hem een voorontwerp dien-aangaande voor te leggen. Deze commissie, bestaande uit bekende specialisten uit verschillende landen, bedreven in de wetenschap van het internationaal recht, en die gepresideerd werd door den vertegenwoordiger van België, den heer Baron Descamps, is te 's Gravenhage bijeengekomen van 16 Juni tot 24 Juli 1920, en is het eenstemmig eens geworden over een ontwerp van statuut van 62 artikels, dat aan den Raad werd voorgelegd. De Raad heeft het ontwerp eenigszins omgewerkt en gewijzigd en het dan onderworpen aan de Vergadering van den Volkenbond, die het heeft aangenomen, zonder er wezenlijke veranderingen aan toe te brengen, in hare eerste zitting te Genève gehouden in de maand December 1920.

Het Statuut bepaalt de inrichting, de bevoegdheid en de procedure van het Bestendige Hof van Internationale Justitie.

Bij de regeling van de samenstelling van het Hof brengt het op zeer gelukkige wijze het beginsel van de gelijkheid der Staten, door de kleine landen ingeroepen ten voordeele van een gelijke vertegenwoordiging van al de Staten bij de vorming van het Hof, in overeenstemming met den wensch der groote Mogendheden, die elk een bestendige zetel in het Hof eischten. De onmogelijkheid om op dit punt tot een overeenstemming te komen was de oorzaak van het mislukken der pogingen gedaan op de tweede Vredesconferentie te 's Gravenhage in 1907 om een Hof van Internationale Justitie in te richten, dat het karakter zou hebben van een werkelijk Gerechtshof in tegenstelling met de Scheidsrechtbanken. De artikels 34 tot 38 van het Statuut zijn ontstaan uit een vergelijk tusschen de twee tegenovergestelde stellingen. De aanwijzing der Leden van het Hof behoort toe tegelijkertijd aan den Raad — waar de groote Mogendheden over meer dan de helft der stemmen beschikken — en aan de Vergadering van den Volkenbond, waar de kleine Staten het talrijkst zijn. Elke candidaat, om gekozen te zijn, moet de meerderheid der stemmen in de twee kiescolleges verkrijgen; aldus valt er niet te vreezen dat de eene of de andere groep Mogendheden de wet aan de andere groep kunne voorschrijven.

De leden van het Hof worden gekozen op lijsten van candidaten, op zulke wijze opgesteld dat zij aan invloeden van politieken aard onttrokken zijn. Immers de candidaten worden voorgesteld, niet door de Regeeringen zelf, maar door het korps der scheidsrechters door elk hunner benoemd in het Bestendig Scheidsgerechtshof van Den Haag en vereenigd in nationale groepen. « Elke Staat, schrijft de heer Lapradelle in zijn verslag over het voorontwerp door het Comité van Rechtsgeleerden voorgelegd, die, geroepen om deel te nemen aan de kiezing voor het Bestendige Hof van Internationale Justitie, reeds de scheidsrechters voor het Scheidsgerechtshof van Den Haag zal hebben aangewezen, zal deze bijeenroepen, elk de door hem benoemde scheidsrechters oproepend om, in plaats van één groot kiescollege, één bijzonder college of nationale groep te vormen, met het oog op het voorstellen der personen waaronder Vergadering en Raad hunne keuze zullen doen ». Elke nationale groep mag niet meer dan vier candidaten voorstellen, waarvan ten hoogste twee van zijne nationaliteit, en het is uit de aldus opgestelde lijsten dat de Raad en de Vergadering elf werkelijke en vier plaatsvervangende rechters kiezen.

De rechters worden benoemd voor eenen termijn van negen jaar, na verloop waarvan zij herkiesbaar zijn. Daar het waarschijnlijk is dat velen van hen zullen herkozen worden, is deze beschikking van dien aard dat er in de praktijk een zekere samenhang in de rechtspleging tot stand gebracht wordt. In geen geval mag er in het Hof meer dan een rechter van dezelfde nationaliteit zetelen: deze regel gaat uit van de overweging dat de vertegenwoordiging der groote vormen van beschaving en der voornaamste rechtstelsels der wereld behoort verzekerd te worden.

Uit het geheel dezer beschikkingen kan men besluiten dat de wijze van

aanstelling der Leden van het Hof ernstige waarborgen van onafhankelijkheid biedt.

De vraag heeft zich voorgedaan of men aan leden van het Hof, welke door hunne nationaliteit afhangen van de Staten die voor het Hof als pleiters verschijnen, al of niet moest toelaten zitting te nemen. De Vergadering heeft zich gehouden aan het eerste systeem, dat de scheidsrechtelijke procedure nabij komt, en zij heeft aangenomen dat elk der pleitende partijen in het college der rechters vertegenwoordigd zou zijn door een rechter behorende tot hare nationaliteit.

De artikels 26 en 27 voorzien de inrichting van twee bijzondere Kamers, slechts uit vijf leden samengesteld en geroepen om recht te spreken in de zaken bedoeld in de Deelen XII en XIII van het Verdrag van Versailles en de overeenkomstige deelen der andere Vredesverdragen. Een dezer Kamers zal uitspraak doen in geschillen betreffende den Arbeid, de andere in de zaken betreffende den doorvoer en de verbindingen. De beide partijen moeten het met elkander eens zijn dat deze Kamers zullen rechtspreken in de plaats van het Hof zetelend met het gewone aantal rechters. In de geschillen welke betrekking hebben op den arbeid zal de bijzondere Kamer altijd worden bijgestaan door vier technische bijzitters, met raadgevende stem; in de zaken betreffende den doorvoer en de verbindingen zullen de technische bijzitters slechts zetelen op verzoek der beide partijen of wanneer het Hof aldus beslist.

De bevoegdheid van het Bestendige Hof van Internationale Justitie maakt het onderwerp uit der artikelen 54 tot 56 van de statuten. Het Hof spreekt slechts recht in de geschillen die zich tusschen Staten voordoen, met uitsluiting van alle geschillen waarin partikulieren betrokken zijn. Het neemt kennis van de geschillen van internationalen aard, die beide partijen eenstemmig aan het Hof onderwerpen, zoowel als van de geschillen waarover het oordeel uitdrukkelijk bij het Hof behoort krachtens de in werking zijnde verdragen en overeenkomsten. In dit opzicht kunnen vermeld worden de verschillende vredesverdragen en de aanvullende verdragen — inzonderheid die waarbij de rechten der ethnische of godsdienstige minderheden worden gewaarborgd — verdragen die in eene reeks bepaalde gevallen de uitsluitende bevoegdheid voorzien van het Bestendige Hof van Internationale Justitie.

Met uitzondering van deze beperkte gevallen, zijn de Staten vrij hunne geschillen voor het scheidsgerecht hunner keuze te brengen. Daaruit vloeit voort dat de nieuwe internationale rechtspleging door de Vergadering van Genève in het leven geroepen, het instandhouden van het in 1899 ingestelde Bestendige Scheidsgerechtshof van Den Haag in het geheel niet verhindert.

Er dient opgemerkt te worden dat een zaak aan het Bestendige Hof van Internationale Justitie niet kan worden onderworpen op initiatief van een enkele partij, wat hierop overkomt dat een Staat een anderen Staat niet voor het Hof kan dagvaarden zonder de toestemming van dezen laatste, voortvloeiend uit een bijzonder vergelijk.

Levendige meningsverschillen verdeelden omtrent dit punt de Vergade-

ring van Genève, waarvan een gedeelte der leden de verplichte bevoegdheid van het Hof zou hebben willen uitbreiden, zooals het raadgevende comitee van rechtsgeleerden bijeengekomen te 's Gravenhage het in zijn voorontwerp had voorgesteld, tot de reeksen van geschillen beschouwd als van juridischen aard en opgesomd in artikel 13 van het Volkenbondsverdrag (de geschillen nopens de uitlegging van een verdrag — nopens eenig punt van internationaal recht — nopens het bestaan van eenig feit dat, wanneer het werd vastgesteld, de schending zou inhouden van eene internationale verbintenis, of nopens den omvang of den aard van de vergoeding die voor zulk eene schending verschuldigd is). Andere leden der Vergadering daarentegen waren van meening dat de toekenning van rechtsmacht aan het Bestendig Hof facultatief moest blijven en slechts het gevolg kon zijn van bijzondere overeenkomsten tusschen de verschillende Staten. Zij voegden er bij, en dit argument werd door den heer Léon Bourgeois in zijn verslag aan den Raad van den Volkenbond bijzonder vooropgezet — dat het verplichte scheidsgerecht onvereenigbaar was met artikelen 12, 13 en 15 van het Volkenbondsverdrag die aan de Partijen de keus laten van het organisme belast scheidsrechterlijk op te treden in hunne geschillen. Het verzet van de Groote Mogendheden tegen het beginsel der verplichting bracht er ten slotte de Vergadering van Genève toe in de statuten van het Hof eene facultatieve beschikking (artikel 36) op te nemen, volgens welke de Staten, die tot deze bepaling toetreden de rechtspraak van het Hof over alle of enkele der reeksen van geschillen van juridischen aard bedoeld in artikel 13 van het Volkenbondsverslag, waarmede artikel 36 der statuten in volkomen overeenstemming is, erkennen als rechtens en zonder bijzondere overeenkomst verplichtend, tegenover elk ander Lid of elken anderen Staat die dezelfde verplichting aanvaardt.

De Staten zijn te allen tijde vrij tot deze bepaling toe te treden door eene verklaring onvoorwaardelijk of op voorwaarde afgelegd, en die voor gevolg heeft hen aan de verplichte rechtspraak van het Hof te onderwerpen voor alle of voor slechts enkelen der reeksen geschillen bepaald bij artikel 36.

Artikel 38 geeft de juridische voorschriften aan die door het Hof gevolgd moeten worden om de geschillen, die aan hetzelfde worden onderworpen, te bestechten. Het moet de rechtsregelen toepassen voortvloeiend uit : de internationale overeenkomsten, welke regelen vaststellen, die uitdrukkelijk door de bij het geschil betrokken Staten zijn erkend; de internationale gewoonte; de algemeene door de beschaafde volken erkende rechtsbeginselen. In andere woorden : het Hof spreekt het recht uit en mag zijne besluiten niet slechts op redenen van rechtvaardigheid of politieke opportuiniteit gronden, zooals het aan de scheidsrechtbanken vrij staat te doen.

Wat betreft de procedure ingesteld voor de behandeling der zaak vóór het Hof, wordt deze geregeld door artikelen 39 tot 64, welke geene bijzondere opmerkingen noodig maken.

De Vergadering van Genève, het ontwerp van Statuut van het Bestendige Hof van Internationale Justitie eenstemmig goedkeurend, heeft besloten dat dit « Statuut, gezien de bijzondere bewoordingen van artikel 14 van het

Volkenbondsverdrag, binnen den kortst mogelijken tijd aan de Leden van den Volkenbond zou worden voorgelegd ter aanneming in den vorm van een behoorlijk bekrachtigd Protocol waarbij wordt vastgesteld dat zij dit Statuut erkennen ».

De afzonderlijke bekrachtiging van elken Staat werd dus noodig geacht en bijgevolg behoort dus de procedure gevolgd in zake internationale overeenkomsten in acht genomen te worden. Deze internationale overeenkomst doet zich in dit geval voor in den vorm niet van een verdrag maar van een Protocol van onderteekening waarin de Leden van den Volkenbond verklaren het Statuut van het Bestendige Hof van Internationale Justitie te erkennen.

Dit Protocol werd te Genève op 9 Mei 1921 geteekend door den Gevolmachtigde van België. Het blijft open ter teekening niet alleen van de Staten leden van den Volkenbond, maar ook van hen die vermeld zijn in het Toevoegsel van het Volkenbondsverdrag, en waaronder namelijk de Vereenigde Staten voorkomen.

Een tweede protocol wordt voorbehouden voor de onderteekening der Staten, die de facultatieve beschikking van artikel 36, alinea 2, betreffende de verplichtende rechtspraak van het Hof aanvaarden.

Volgens de bepalingen van paragraaf 3 van het besluit der Vergadering van Genève van 13 December 1920, zal het Statuut van het Hof in werking treden zoodra het Protocol door de meerderheid der Leden van den Bond bekrachtigd werd. Anderzijds zal de Vergadering, in den loop harer zitting die te Genève op 5 September aanstaande zal geopend worden, overgaan tot de verkiezing der leden van het Bestendige Hof van Internationale Justitie. Drie maanden vóór dezen datum behoort de Algemeene Secretaris van den Volkenbond de voorbereidende maatregelen te nemen met het oog op de voorstelling der candidaten geschikt om het ambt van lid van het Hof te vervullen. Aangezien de verkiezing der leden van het Hof, welke in September zal plaats hebben, afhankelijk is van de bekrachtiging van het Statuut door de meerderheid der Staten leden van den Volkenbond, is het wetsontwerp dat door de Regeering aan de Kamers wordt voorgelegd en dat voor onderwerp heeft de goedkeuring van het Protocol betreffende het Statuut van het Bestendige Hof van Internationale Justitie, werkelijk van dringenden aard.

De Regeering twijfelt er niet aan dat het Parlement zijne instemming zal betuigen met het wetsontwerp dat aan hetzelfde wordt voorgelegd. Men kan, zonder twijfel, van meening zijn dat het Statuut van het Bestendige Hof van Internationale Justitie door de Vergadering van Genève aangenomen op meer dan een punt vatbaar is voor wijzigingen en omwerkingen; maar zooals het zich voordoet heeft het de groote verdienste de eenstemmige goedkeuring van de Leden van den Volkenbond weggedragen te hebben, en het maakt een belangrijke vooruitgang uit in de ontwikkeling van het internationaal recht.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HENRI JASPAR.

PROTOCOL

**van ondertekening van het Statuut van het Bestendige Hof
van Internationale Justitie bepaald door artikel 14 van het
Volkenbondsverdrag.**

De Leden van den Volkenbond, vertegenwoordigd door de ondergeteekenden, behoorlijk gevolmachtigd, verklaren het hierbij gevoegde Statuut van het Bestendige Hof van Internationale Justitie van den Volkenbond, dat met algemeene stemmen door de Vergadering van den Bond op 13 December 1920 te Genève is goedgekeurd, te aanvaarden.

Derhalve verklaren zij de rechtspraak van het Hof volgens de bepalingen en op de voorwaarden neergelegd in het bovengenoemd Statuut te aanvaarden.

Dit Protocol, opgemaakt overeenkomstig het besluit van de Vergadering van den Volkenbond van 13 December 1920, zal worden bekrachtigd. Iedere Staat zal zijn akte van bekrachtiging zenden aan het Algemeen Secretariaat van den Volkenbond, dat hiervan mededeeling zal doen aan alle andere Staten, die het Protocol hebben geteekend. De akten van bekrachtiging zullen neergelegd worden in de archieven van het Secretariaat van den Volkenbond.

Dit Protocol zal open blijven ter teekening door de Leden van den Volkenbond en door de Staten vermeld in het Aanhangsel van het Volkenbondsverdrag.

Het Statuut van het Hof zal van kracht worden op de wijze als voorzien in bovengenoemd besluit.

Gedaan te Genève, in een enkel exemplaar, waarvan zoowel de Fransche als de Engelsche tekst geldig zullen zijn.

16 December 1920.

Voor Portugal :

Affonso COSTA.

Voor Griekenland :

POLITIS.

Voor Paragúay :

H. VELASQUEZ.

Voor Uruguay :

J. C. BLANCO.

B. FERNANDEZ Y MEDINA.

Voor Siam :

CHAROON.

Voor Zweden :

Hj. BRANTING.

Voor Zwitserland :

MOTTA.

Voor Salvador :

GUSTAVO GUERRERO.

Arturo R. AVILA.

Voor Zuid-Afrika :

Behoudens de goedkeuring van de Regeering der Zuid-Afrikaansche Unie.

R. A. BLANKENBERG.

Voor China :

V. K. WELLINGTON KOO.

M. F. TANG.

Voor Polen :

J. J. PADEREWSKI.

Voor Brazilië :

RODRIGO OCTAVIO.

GASTAO DU CUNHA.

Raul FERNANDES.

Voor Cuba :

Aristides DE AGUERO.

Raphael MARTINEZ ORTIZ.

EZEQUIEL GARCIA.

Voor Colombië :

FRANCISCO JOSÉ URRUTIA.

A. J. RESTREPO.

Voor Japan :

HAYASHI.

Voor Nieuw-Zeeland :

J. ALLEN.

Voor Noorwegen :

F. HAGERUP.

Voor Danemarken :

HERLUF ZAHLE.

Voor Nederland :

J. LOUDON.

Voor Indië :

W. MEYER.

Voor Italië :

Carlo SCHANZER.

Voor Frankrijk :

Leon BOURGEOIS.

Voor Groot-Brittannië :

Arthur JAMES BALFOUR.

Voor Panama :

Harmodio ARIAS.

Voor Costa-Rica :

Manuel M. DE PERALTA.

Voor Venezuela :

Manuel DIAZ RODRIGUEZ.

Santiago KEY-YALA.

DIóGENES ESCALANTE.

Voor Luxemburg :

LEFORT.

Voor België :

F. PELTZER.

BIJLAGE B.

STATUUT

van het Bestendige Hof van Internationale Justitie bedoeld
bij artikel 14 van het Volkenbondsverdrag.

ART. EEN.

Onafhankelijk van het Scheidsgerechtshof, ingesteld door de Verdragen van Den Haag van 1899 en 1907, en van de bijzondere scheidsgerechten, waaraan de Staten altijd vrij blijven de oplossing van hunne geschillen toe te vertrouwen, wordt overeenkomstig artikel 14 van het Volkenbondsverdrag, een Bestendig Hof van Internationale Justitie ingesteld.

EERSTE HOOFDSTUK.

Inrichting van het Hof.

ART. 2.

Het Bestendige Hof van Internationale Justitie is een college van onafhankelijke magistraten, die, ongeacht hunne nationaliteit worden, verkozen onder de personen die het hoogst zedelijk aanzien genieten en die de voorwaarden vereenigen, welke vereischt worden om in hunne respectievelijke landen de hoogste rechterlijke ambten te bekleeden, of wel die rechtsgeleerden zijn van bekende bevoegdheid op het gebied van internationaal recht.

ART. 3.

Het Hof bestaat uit vijftien leden; elf rechters en vier plaatsvervangende rechters. Het aantal van de rechters en van de plaatsvervangende rechters kan door de Vergadering, op voorstel van den Raad van den Volkenbond, worden uitgebreid tot een totaal van vijftien rechters en zes plaatsvervangende rechters.

ART. 4.

De leden van het Hof worden verkozen door de Vergadering en door den Raad uit een lijst van personen voorgesteld door de nationale groepen van het Scheidsgerechtshof, overeenkomstig de volgende bepalingen.

Wat betreft de Leden van den Volkenbond, die niet vertegenwoordigd zijn in het Bestendige Scheidsgerechtshof, zullen de lijsten van kandidaten aangeboden worden door nationale groepen, die daartoe door hare Regeeringen worden aangewezen onder dezelfde voorwaarden als die voor de

leden van het Scheidsgerechtshof vastgesteld in artikel 44 der Overeenkomst van Den Haag van 1907 betreffende de vreedzame beslechting der internationale geschillen.

ART. 5.

Minstens drie maanden vóór den datum van de verkiezing richt de Algemeene Secretaris van den Volkenbond schriftelijk eene uitnoodiging tot de leden van het Bestendige Scheidsgerechtshof, welke behooren tot de Staten vermeld in het Aanhangsel van het Volkenbondsverdrag of welke later tot den Volkenbond zijn toegetreden evenals tot de personen, die overeenkomstig artikel 4 lid 2 zijn aangewezen, om binnen een bepaalden termijn in nationale groepen over te gaan tot het voorstellen van personen in staat om het ambt van Lid van het Hof te vervullen.

Elke groep mag in geen geval meer dan vier personen voorstellen, waarvan hoogstens twee van zijne nationaliteit. In geen geval mag er een aantal kandidaten worden voorgesteld dat meer dan het dubbele der in te nemen plaatsen bedraagt.

ART. 6.

Aan iedere nationale groep wordt aanbevolen, om, alvorens tot deze aanwijzing over te gaan, advies in te winnen van het hoogste gerechtshof, van de faculteiten van rechtsgeleerdheid en de inrichtingen waar het recht wordt onderwezen, van de nationale akademies en de nationale afdelingen van internationale akademies, welke gewijd zijn aan de studie van het recht.

ART. 7.

De Algemeene Secretaris van den Volkenbond stelt een lijst op, in alphabetische volgorde, van alle aldus aangewezen personen. Alleen deze zijn verkiesbaar, behoudens het geval voorzien in artikel 12, paragraaf 2.

De Algemeene Secretaris brengt deze lijst ter kennis van de Vergadering en van den Raad.

ART. 8.

De Vergadering en de Raad gaan, onafhankelijk van elkander over tot de verkiezing eerst van de rechters en daarna van de plaatsvervangende rechters.

ART. 9.

Bij elke kiezing zullen de kiezers in het oog houden dat de personen geroepen om deel uit te maken van het Hof niet alleen persoonlijk aan de vereischte voorwaarden moeten voldoen, maar ook dat zij gezamenlijk de groote vormen der beschaving en de voornaamste rechtsstelsels van de wereld moeten vertegenwoordigen.

ART. 10.

Verkozen zijn zij, die zoowel in de Vergadering als in den Raad eene volstrekte meerderheid van stemmen hebben verkregen.

Ingeval de tweevoudige stemming van de Vergadering en van den Raad meer dan een onderdaan van hetzelfde Lid van den Volkenbond mocht aanwijzen, wordt alleen de oudste van deze personen geacht gekozen te zijn.

ART. 11.

Indien, na de eerste kiezingszitting, nog zetels te begeben blijven, wordt op dezelfde wijze tot een tweede en, indien noodig, tot een derde zitting overgegaan.

ART. 12.

Indien na de derde kiezingszitting nog zetels te begeben blijven, kan ten allen tijde op verzoek, hetzij van de vergadering, hetzij van den Raad, eene bemiddelingscommissie van zes leden worden gevormd, waarvan drie leden door de Vergadering en drie door den Raad worden benoemd met het doel om voor elken nog opengebleven zetel een naam te kiezen ter voorlegging aan de Vergadering en den Raad, opdat deze ieder afzonderlijk dien zouden kunnen aanvaarden.

Op deze lijst kan met algemeene stemmen ieder persoon geplaatst worden, die aan de vereischte voorwaarden voldoet, ook zelfs zonder dat hij vermeld is geweest op de candidatenlijst bedoeld in de artikelen 4 en 5.

Indien de bemiddelingscommissie vaststelt, dat zij er niet in kan slagen de verkiezing te verzekeren, voorzien de reeds benoemde leden van het Hof in de opengebleven zetels binnen een door den Raad vast te stellen termijn, waarbij zij een keuze moeten doen uit de personen, die hetzij in de Vergadering, hetzij in den Raad stemmen hebben verkregen.

Indien onder de rechters de stemmen staken, geeft de stem van den oudste in jaren den doorslag.

ART. 13.

De leden van het Hof worden gekozen voor negen jaar.

Zij zijn herkiesbaar.

Zij blijven in functie tot hun vervanging. Na hun vervanging, gaan zij voort kennis te nemen van de zaken, waarvan zij de behandelingen reeds begonnen zijn.

ART. 14.

In de zetels, welke open vallen, wordt voorzien volgens de methode gevolgd bij de eerste kiezing. Het lid van het Hof, dat verkozen wordt ter vervanging van een lid wiens mandaat niet afgelopen is, brengt den termijn van het mandaat van zijn voorganger ten einde.

ART. 15.

De plaatsvervangende rechters worden opgeroepen in de volgorde van de lijst.

Deze lijst wordt opgesteld door het Hof, dat daarbij rekening houdt met den voorrang verkregen door de kiezing en vervolgens met den leeftijd.

ART. 16.

De leden van het Hof mogen geen politiek of administratief ambt vervullen. Deze bepaling is niet van toepassing op de plaatsvervangende rechters, behalve wanneer zij hun ambt bij het Hof uitoefenen.

In geval van twijfel beslist het Hof.

ART. 17.

De leden van het Hof mogen in geen zaak van internationalen aard optreden als agent, raadsman of advocaat. Dit voorschrift is ten aanzien van de plaatsvervangende rechters alleen van toepassing voor die zaken, waarin zij geroepen worden hun ambt bij het Hof uit te oefenen.

Zij mogen niet deelnemen aan de regeling van eenige zaak, waarin zij vroeger zijn opgetreden als agent, raadsman of advocaat van een van beide partijen, als lid van een nationaal of internationaal gerechtshof, als lid van een Commissie van onderzoek of in eenige andere hoedanigheid.

Ingeval van twijfel beslist het Hof.

ART. 18.

De leden van het Hof kunnen niet van hun ambt ontheven worden dan wanneer zij naar het eenstemming oordeel van de andere leden hebben opgehouden aan de vereischte voorwaarden te voldoen.

De Algemeene Secretaris van den Volkenbond wordt hiervan officieel door den Griffier in kennis gesteld.

Deze mededeeling heeft tengevolge, dat de zetel openvalt.

ART. 19.

De leden van het Hof genieten in de uitoefening van hun ambt de diplomatieke voorrechten en onschendbaarheid.

ART. 20.

Ieder lid van het Hof moet, alvorens zijn ambt te aanvaarden, in openbare zitting de plechtige verklaring afleggen dat hij zijne taak in volkomen onpartijdigheid en gewetensvol zal uitoefenen.

ART. 21.

Het Hof kiest voor den tijd van drie jaren zijn Voorzitter en zijn Ondervoorzitter ; zij zijn herkiesbaar.

Het benoemt zijnen Griffier.

Het ambt van Griffier van het Hof is niet onvereenigbaar met dat van Algemeenen Secretaris van het Bestendige Scheidsgerechtshof.

ART. 22.

De zetel van het Hof is gevestigd te 's Gravenhage.

De Voorzitter en de Griffier houden hun verblijf in de plaats waar de zetel van het Hof gevestigd is.

ART. 23.

Het Hof houdt ieder jaar een zitting.

Behalve afwijkende bepaling in het Reglement van het Hof begint deze zitting op 15 Juni en duurt zij voort zoolang de rol niet is beeindigd.

De Voorzitter roept het Hof bijeen in buitengewone zitting wanneer de omstandigheden het vereischen.

ART. 24.

Indien om een bijzondere reden een van de leden van het Hof meent niet te moeten deelnemen aan het uitspreken van een oordeel in eene bepaalde zaak, deelt hij dit aan den Voorzitter mede.

Indien de Voorzitter meent, dat een van de leden van het Hof om een bijzondere reden in een bepaalde zaak niet moet zitting nemen, geeft hij dit lid hiervan kennis.

Indien in een dergelijk geval meningsverschil bestaat tusschen het lid van het Hof en den Voorzitter, beslist het Hof.

ART. 25.

Behoudens wanneer nadrukkelijk het tegendeel is bepaald, oefent het Hof zijne bevoegheden uit in voltallige zitting.

Indien de tegenwoordigheid van elf rechters niet verzekerd is, wordt het aantal rechters tot elf aangevuld door het in functie treden van plaatsvervangende rechters.

Indien echter geen elf rechters beschikbaar zijn, is een quorum van negen voldoende om het Hof te vormen.

ART. 26.

In zaken betreffende den arbeid en in het bijzonder in zaken beoogd in Deel XIII (Arbeid) van het Verdrag van Versailles en in de overeenkomstige Deelen van de andere vredesverdragen zal het Hof op de volgende wijze rechtspreken :

Het Hof zal voor ieder tijdperk van drie jaar een bijzondere kamer instellen samengesteld uit vijf rechters, bij de aanwijzing waarvan zooveel mogelijk rekening zal worden gehouden met de voorschriften van artikel 9. Bovendien zullen twee rechters worden aangewezen ter vervanging van een rechter, die verhinderd zou zijn zitting te nemen. Op verzoek van de partijen zal deze kamer rechtspreken. Bij gebreke van een zoodanig verzoek zal het Hof zetelen met het aantal rechters bepaald in artikel 25. In alle gevallen zullen de rechters bijgestaan worden door vier technische bijzitters,

die met raadgevende stem naast hen zitting nemen en een waarborg zijn dat de betrokken belangen voldoende worden vertegenwoordigd.

Indien slechts een van de partijen een van hare onderdanen als rechter heeft zitten in de kamer bedoeld in de voorafgaande alinea, zal de Voorzitter een anderen rechter verzoeken zijne plaats af te staan aan een rechter verkozen door de andere partij, in overeenstemming met artikel 31.

De technische bijzitters worden in ieder bijzonder geval gekozen volgens het reglement bedoeld in artikel 30, uit een lijst van « Bijzitters voor arbeidsgeschillen », samengesteld uit namen die ten getale van twee worden voorgesteld door ieder Lid van den Volkenbond en verder uit een gelijk aantal voorgesteld door den Raad van Beheer van het Internationale Arbeidsbureau. De Raad zal als zoodanig voor de helft aanwijzen vertegenwoordigers van werknemers en voor de helft vertegenwoordigers van werkgevers voorkomende op de lijst bedoeld in artikel 412 van het Verdrag van Versailles en de overeenkomstige artikelen van de andere Vredesverdragen.

In zaken betreffende den Arbeid zal het Internationale Arbeidsbureau de bevoegdheid hebben aan het Hof alle noodige inlichtingen te verschaffen en met het oog hierop zal de Bestuurder van dit Bureau afschrift ontvangen van alle schriftelijke processtukken.

ART. 27

In zaken betreffende den doorvoer en het verkeer en in het bijzonder in zaken beoogd in Deel XII (havens, waterwegen, spoorwegen) van het Verdrag van Versailles en de overeenkomstige deelen van de andere Vredesverdragen zal het Hof op de volgende wijze rechtspreken.

Het Hof zal voor iedere periode van drie jaren een bijzondere kamer instellen bestaande uit vijf rechters, bij de aanwijzing waarvan zooveel mogelijk rekening zal worden gehouden met de voorschriften van artikel 9. Bovendien zullen twee rechters worden aangewezen ter vervanging van een rechter, die verhinderd zou zijn zitting te nemen. Op verzoek van de partijen zal deze kamer rechtspreken. Bij gebreke van een zoodanig verzoek zal het Hof zetelen met het aantal rechters bepaald in artikel 25. Indien de partijen het wenschen, of indien het Hof aldus beslist, zullen de rechters worden bijgestaan door vier technische bijzitters, die met raadgevende stem naast hen zitting nemen.

Indien slechts één van de partijen een van hare onderdanen als rechter heeft zitten in de kamer bedoeld in de voorafgaande alinea, zal de Voorzitter een anderen rechter verzoeken zijn plaats af te staan aan een rechter verkozen door de andere partij, in overeenstemming met artikel 31.

De technische bijzitters zullen in ieder bijzonder geval worden gekozen volgens het reglement bedoeld in artikel 30, uit een lijst van « Bijzitters voor geschillen inzake doorvoer en verkeer », samengesteld uit namen, die ten getale van twee door ieder Lid van den Volkenbond worden voorgesteld.

ART. 28.

De bijzondere kamers bedoeld in de artikelen 26 en 27 kunnen, met toe-

stemming van de betrokken partijen, zitting nemen in een andere plaats dan 's Gravenhage.

ART. 29.

Ten einde een spoedige behandeling van de zaken te bevorderen stelt het Hof ieder jaar een kamer van drie rechters in, die geroepen zal zijn in kort geding recht te spreken, wanneer de partijen het wenschen.

ART. 30.

Het Hof stelt in een reglement de wijze vast, waarop het zijne bevoegdheden uitoefent. Met name regelt het het kort geding.

ART. 31.

De rechters van de nationaliteit van ieder der in het geding betrokken partijen behouden het recht zitting te nemen in de zaak, die voor het Hof wordt gebracht.

Indien onder de rechters, die zullen zitting nemen, een rechter is van de nationaliteit van slechts een van de partijen, mag de andere partij een plaatsvervangend rechters aanwijzen, wanneer er zich onder de plaatsvervangende rechters een van zijne nationaliteit bevindt. Indien dit niet het geval is, mag zij een rechter kiezen, bij voorkeur te nemen uit de personen die overeenkomstig artikel 4 en 5 voorgesteld werden.

Als onder de rechters, die zullen zitting nemen geen enkele rechter is van de nationaliteit van de partijen, mag iedere partij overgaan tot de aanwijzing of tot de keuze van een rechter op de wijze als aangegeven in de voorafgaande paragraaf.

Wanneer verschillende partijen een zaak gemeenschappelijk hebben voorgebracht, gelden zij voor de toepassing van de voorafgaande bepalingen slechts als een enkele. In geval van twijfel beslist het Hof.

De rechters aangewezen of gekozen, overeenkomstig paragrafen 2 en 3 van dit artikel, moeten voldoen aan de bepalingen van de artikelen 2, 16, 17, 20, 24 van dit statuut. Zij spreken recht op voet van gelijkheid met hun ambtgenooten.

ART. 32.

De rechters ontvangen een jaarlijksche vergoeding, welke zal worden vastgesteld door de Vergadering van den Volkenbond op voorstel van den Raad. Deze vergoeding kan niet worden verminderd gedurende den tijd waarin de rechter zijn ambt vervult.

De Voorzitter ontvangt voor den duur zijner ambtsvervulling eene bijzondere vergoeding, die op dezelfde wijze wordt vastgesteld.

De ondervoorzitter, de rechters en de plaatsvervangende rechters ontvangen in de uitoefening van hun ambt eene vergoeding, die op dezelfde wijze wordt vastgesteld.

Aan de rechters en plaatsvervangende rechters, die niet wonen in de stad,

waar de zetel van het Hof is gevestigd, worden de reiskosten, die de vervulling van hun ambt medebrengt, terugbetaald.

De vergoedingen te betalen aan de rechters, die aangewezen of gekozen zijn overeenkomstig artikel 31, worden op dezelfde wijze geregeld.

De bezoldiging van den Griffier wordt vastgesteld door den Raad op voorstel van het Hof.

De Vergadering van den Volkenbond zal op voorstel van den Raad eene bijzondere regeling aannemen die de voorwaarden vaststelt waaronder aan het personeel van het Hof pensioenen zullen worden toegekend.

ART. 33.

De kosten van het Hof worden gedragen door den Volkenbond op de wijze als de Vergadering op voorstel van den Raad vaststelt.

HOOFDSTUK II.

Bevoegdheid van het Hof.

ART. 34.

Alleen de Staten of de Leden van den Volkenbond zijn bevoegd voor het Hof te verschijnen.

ART. 35.

Het Hof is toegankelijk voor de Leden van den Volkenbond evenals voor de Staten vermeld in het Aanhangsel van het Volkenbondverdrag.

De voorwaarden, waarop het Hof toegankelijk is voor de andere Staten, worden, onder voorbehoud der bijzondere bepalingen der van kracht zijnde verdragen, vastgesteld door den Raad, en in alle gevallen, zonder, dat daardoor voor de partijen eenige ongelijkheid tegenover het Hof moge ontstaan.

ART. 36.

De bevoegdheid van het Hof strekt zich uit over alle zaken, die de partijen daaraan zullen onderwerpen, evenals over alle gevallen, die met name worden genoemd in de van kracht zijnde verdragen en overeenkomsten.

De Leden van den Volkenbond en de Staten vermeld in het Aanhangsel van het Volkenbondsverdrag zullen, hetzij bij de onderteekening hetzij bij de bekrachtiging van het Protokol waaraan dit Statuut is toegevoegd, hetzij later, kunnen verklaren, dat zij van dit oogenblik af rechtens en zonder bijzondere overeenkomst, tegenover ieder ander Lid of Staat, die dezelfde verplichting aanvaardt, de rechtspraak van het Hof als verplicht aanvaarden voor alle of eenige van de categoriën van rechtsgeschillen betrekkingen hebbende op :

- a. De uitlegging van een verdrag ;
- b. Ieder punt van internationaal recht ;

c.. Het bestaan van ieder feit, dat, wanneer het werd vastgesteld de schending zou inhouden van eene internationale verbintenis ;

d. Den aard of den omvang van de vergoeding verschuldigd voor de schending van een internationale verbintenis.

De bovenbedoelde verklaring zal kunnen worden afgelegd onvoorwaardelijk of op voorwaarde van wederkeerigheid van wege verscheidene of bepaalde Leden of Staten, of voor een bepaalden termijn.

In geval van meeningsverschil over de vraag of het Hof bevoegd is, beslist het Hof.

ART. 37.

Wanneer een van kracht zijnd verdrag of overeenkomst een geschil verwijst naar een rechtsprekend college in te stellen door den Volkenbond, zal het Hof als zoodanig optreden.

ART. 38.

Het Hof past toe :

1° De internationale overeenkomsten, zoowel die van algemeen en als die van bijzonderen aard, welke regelen vaststellen, die uitdrukkelijk door de bij het geschil betrokken Staten zijn erkend ;

2° De internationale gewoonte als uiting van een algemeene praktijk die als recht wordt erkend ;

3° De algemeene door de beschaafde volken erkende rechtsbeginselen ;

4° Onder voorbehoud van de bepaling van artikel 39 de rechterlijke beslissingen en de leerstellingen van de meest bevoegde schrijvers als hulpmiddelen ter bepaling van rechtsregelen.

Dit voorschrift maakt geen inbreuk op de bevoegdheid van het Hof, om, als de partijen hiermede instemmen, recht te spreken *ex aequo et bono*.

HOOFDSTUK IV.

Procedure.

ART. 39.

De officieele talen van het Hof zijn Fransch en Engelsch. Als de partijen beide verlangen, dat de geheele procedure zal plaats hebben in het Fransch, zal het vonnis in deze taal worden uitgesproken. Als de partijen beide verlangen, dat de geheele procedure zal plaats hebben in het Engelsch, zal het vonnis in deze taal worden uitgesproken.

Bij gebrek van een overeenkomst, waarbij vastgesteld wordt, welke taal gebruikt zal worden, zullen de partijen voor de pleidooien naar verkiezing een van deze beide talen kunnen gebruiken, en het vonnis van het Hof zal zoowel in het Fransch als in het Engelsch worden uitgesproken. In dit geval zal het Hof tegelijkertijd aangeven, welke van deze twee teksten als echt zal worden beschouwd.

Het Hof zal op verzoek van de partijen het gebruik van eene andere taal dan Fransch of Engelsch kunnen toestaan.

ART. 40.

De zaken worden naar gelang van de omstandigheden voor het Hof gebracht, hetzij in den vorm van een kennisgeving van het vergelijk, hetzij in den vorm van een verzoekschrift gericht tot de Griffie; in de beide gevallen moeten het onderwerp van het geschil en de bij het geschil betrokken partijen worden aangegeven.

De Griffie brengt het verzoek onmiddellijk ter kennis van alle betrokkenen.

De Griffie stelt door tusschenkomst van den Algemeenen Secretaris eveneens de Leden van den Volkenbond er mede in kennis.

ART. 41.

Het Hof heeft de bevoegheid om, indien het van oordeel is, dat de omstandigheden dit vereischen, aan te geven, welke voorloopige maatregelen tot behoud der rechten van ieder der partijen genomen moeten worden.

In afwachting van het definitieve vonnis wordt de aanwijzing dezer maatregelen onmiddellijk ter kennis gebracht van de partijen en van den Raad.

ART. 42.

De partijen worden vertegenwoordigd door vertegenwoordigers.

Zij kunnen zich voor het Hof doen bijstaan door raadslieden of advocaten.

ART. 43.

De procedure bestaat uit twee gedeelten : de schriftelijke en de mondelinge.

De schriftelijke procedure omvat het overleggen aan de rechters en aan de partijen van de memoriën, van de tegen-memoriën, en eventueel van de wederantwoorden, evenals van alle stukken en bescheiden ter ondersteuning.

Het overleggen geschiedt door de tusschenkomst van de Griffie in de volgorde en binnen de termijnen als door het Hof bepaald.

Ieder stuk, dat door een der partijen wordt overgelegd, moet in eensluidend verklaard afschrift ter kennis van de andere partij worden gebracht.

De mondelinge procedure bestaat in het hooren door het Hof van de getuigen, deskundigen, vertegenwoordigers, raadslieden en advocaten.

ART. 44.

Voor het doen van eenige beteekening aan andere personen dan de vertegenwoordigers, raadslieden en advocaten richt het Hof zich rechtstreeks tot

de Regeering van den Staat op wiens grondgebied de beteekening uitwerksel moet hebben.

Dezelfde regel geldt, wanneer men ter plaatse bewijsmiddelen wil vaststellen.

ART. 45.

De debatten worden geleid door den Voorzitter en bij afwezigheid van deze door den Onder-voorzitter; in geval van verhindering van den Onder-voorzitter door den oudste van de aanwezige rechters.

ART. 46.

De zitting is openbaar tenzij het Hof anders beslist of tenzij beide partijen vragen dat het publiek niet zal worden toegelaten.

ART. 47.

Van iedere zitting wordt een proces-verbaal opgemaakt, geteekend door den Griffier en den Voorzitter.

Alleen dit proces-verbaal is authentiek.

ART. 48.

Het Hof geeft voorschriften voor de regeling van het proces, de vaststelling van de vormen waarin en de termijnen waarbinnen iedere partij ten slotte zijne vordering moet voordragen; het neemt alle maatregelen noodig voor de bewijislevering.

ART. 49.

Het Hof kan, zelfs voor dat eenig debat is begonnen, aan de vertegenwoordigers vragen een of ander bewijsstuk over te leggen of eenige inlichting te verschaffen. In geval dit geweigerd wordt neemt het hiervan akte.

ART. 50.

Ten allen tijde kan het Hof een gerechtelijk of deskundig onderzoek opdragen aan een of ander persoon, lichaam, bureau, commissie of orgaan naar zijn keuze.

ART. 51.

In den loop van de debatten worden alle wenschelijk geoordeelde vragen gericht tot de getuigen en de deskundigen in de voorwaarden, welke het Hof in het in artikel 50 bedoelde reglement zal bepalen.

ART. 52.

Wanneer het Hof binnen de door hetzelfde vastgestelde termijnen de wijsstukken en getuigenverklaringen in ontvangst heeft genomen, kan het

alle nieuwe getuigenverklaringen en bescheiden, die een der partijen zonder toestemming van de andere aan het Hof zou willen voorleggen, ter zijde leggen.

ART. 53.

Wanneer een der partijen niet verschijnt of er zich van onthoudt zijne middelen te doen gelden, kan de andere partij het Hof verzoeken haar hare vordering toe te wijzen.

Het Hof moet, alvorens er aan recht te doen, zich er van verzekeren niet alleen dat het bevoegd is ingevolge de bepalingen van de artikelen 36 en 37, maar eveneens dat de vordering feitelijk en rechtens gegrond is.

ART. 54.

Wanneer de vertegenwoordigers, advocaten en raadslieden onder toezicht van het Hof alle middelen, die zij nuttig achten hebben doen gelden, verklaart de Voorzitter de debatten voor gesloten.

Het Hof trekt zich daarna in de Raadkamer terug om te beraadslagen.

De beraadslagingen van het Hof zijn en blijven geheim.

ART. 55.

De beslissingen van het Hof worden genomen bij meerderheid van de aanwezige rechters.

Wanneer de stemmen staken, geeft de stem van den Voorzitter of van hem, die den Voorzitter vervangt, den doorslag.

ART. 56.

Het vonnis is met redenen omkleed.

Het vonnis vermeldt de namen van de rechters, die er aan hebben deelgenomen.

ART. 57.

Indien het vonnis in zijn geheel of gedeeltelijk niet de eenstemmige meening van de rechters weergeeft hebben de rechters, die een afwijkende meening huldigen, het recht aan het vonnis een uiteenzetting van hun individueele meening toe te voegen.

ART. 58.

Het vonnis wordt geteekend door den Voorzitter en door den Griffier. Het wordt in openbare zitting voorgelezen, nadat de vertegenwoordigers behoorlijk hiervan zijn verwittigd.

ART. 59.

De beslissing van het Hof is slechts verbindend voor de in het geschil betrokken partijen en voor de zaak, waarvoor de beslissing gegeven is.

ART. 60.

Het vonnis is beslissend en niet vatbaar voor beroep. In geval van meeningsverschil over de beteekenis en de draagwijdte van het vonnis, is het Hof bevoegd, op verzoek van elk der partijen, een uitlegging van het vonnis te geven.

ART. 61.

Herziening van het vonnis kan eventueel alleen aan het Hof worden gevraagd op grond van de ontdekking van een feit, dat een beslissenden invloed zou kunnen uitoefenen en dat, voordat het vonnis werd uitgesproken, onbekend was aan het Hof en aan de partij die de herziening vraagt, zonder dat men deze partij van deze onbekendheid een verwijt kan maken.

De herzieningsprocedure begint met een uitspraak van het Hof, waarin uitdrukkelijk het bestaan van het nieuwe feit wordt vastgesteld, waarin wordt erkend, dat dit nieuwe feit van dien aard is dat herziening mogelijk is en waarin op grond hiervan de aanvraag ontvankelijk wordt verklaard.

Het Hof kan de toelating van de herzieningsprocedure afhankelijk stellen van de voorafgaande uitvoering van het vonnis.

De aanvraag tot herziening zal moeten geschieden uiterlijk binnen den termijn van zes maanden na de ontdekking van het nieuwe feit.

Geen aanvraag tot herziening zal kunnen worden gedaan na verloop van een termijn van tien jaren na de dagteekening van het vonnis.

ART. 62.

Wanneer een Staat van oordeel is, dat in een geschil een rechtsbelang voor hem betrokken is, kan hij tot het Hof een verzoek richten om te mogen tusschenbeide komen.

Het Hof beslist over dit verzoek.

ART. 63.

Wanneer het de uitlegging betreft van een overeenkomst, waaraan andere Staten dan de partijen in het geschil betrokken hebben deelgenomen, stelt de griffie zonder verwijl deze Staten hiermede in kennis.

Ieder van hen heeft het recht in het proces tusschenbeide te komen, en indien hij van deze bevoegdheid gebruik maakt is de in het vonnis gegeven uitlegging, eveneens te zijnen opzichte verbindend.

ART. 64.

Tenzij het Hof anders beslist, draagt iedere partij haar eigen proceskosten.

